****

**PEACEBUILDING FUND**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Intitulé du Projet:** *Projet d’Appui au Cycle Electoral en République Centrafricaine (PACE)* |  | **Agence NU bénéficiaire:** PNUD |
| **Contact**: Mme Anne-Marie CLUCKERSAdresse: PNUD, BP 872 BanguiTéléphone: +236 75501247Courriel: anne-marie.cluckers@undp.org  |  |  **Partenaire(s) d’exécution:** Commission Electorale Indépendante (CEI), Forces de Défense et de Sécurité.  |
| **Numéro du Projet:** |  | **Zone d’intervention:** République Centrafricaine |
| **Description du Projet:***Le PNUD et les Partenaires au développement en RCA, participants au présent projet, visent principalement à apporter un appui à la Commission Electorale Indépendante (CEI) de la RCA, en vue de l'organisation d’élections libres, transparentes, crédibles et inclusives. Cette assistance technique et financière qui s'inscrit dans le cadre d'un processus électoral pérenne, vise à renforcer les capacités de la CEI et de l'administration électorale Centrafricaine, leur permettant ainsi de conduire de manière efficiente un processus électoral conforme aux standards internationaux, dans un cadre sécurisé.* |  | **Coût Total du Projet:** 17, 024028$US**Contribution du PBF:** 1, 500,000$US**Contribution du Gouvernement:****Autres contributions: Etat centrafricain, MICOPAX/FOMAC****Total:** |
| **Date de démarrage estimée et durée du projet:** mai 2010 – octobre 2010  |
| **Score pour le Genre: 1** |
| **Domaine Prioritaire PBF et Résultats:***Ce projet s’inscrit dans le Deuxième Axe Prioritaire du PBF à savoir « Promotion de la Bonne Gouvernance et de l’Etat de Droit » pour lequel il contribue à atteindre le Résultat 2 à savoir « les élections sur l’ensemble du territoire sont transparentes et crédibles »*  |
| **Extrants et activités clés:****Extrant** Les élections 2010 se déroulent dans la paix, les résultats sont acceptés de tous et les nouvelles institutions de la République sont installées**Activités clés*** Appui aux forces de défense et de sécurité pour assurer l’ordre tout au long du processus électoral
* Renforcement des capacités techniques et institutionnelles du Centre National de Traitement (CNT)
* Mise en place de cinq (05) conseillers électoraux, volontaires des Nations Unies, pour assister techniquement les Comités Locaux de la CEI
 |

**PAGE DE GARDE DU DOCUMENT DE PROJET**

|  |
| --- |
| **Coprésidents du Comité de Pilotage Mixte** |
| S.E. Madame **Sahle-Work ZEWDE**Représentante Spéciale du Secrétaire Général*Signature**Date & sceau* | *S.E. Monsieur* **Sylvain MALIKO***Ministre d’Etat au Plan, à l’Economie et à la Coopération Internationale**Signature**Date & sceau* |
| **Agence(s) NU bénéficiaire :** **PNUD** | **Partenaire(s) d’Exécution :** **Commission Electorale Indépendante (CEI)** |
| *Nom du Représentant* **Bo SCHACK***Signature**Agence : PNUD**Date & sceau* | *Nom**Signature**Nom de l’Institution**Date & sceau* |

1. **Analyse de la situation et contexte**

La République Centrafricaine comme son nom l’indique est un pays enclavé de l’Afrique Centrale. A l’instar de la plupart des Etats de la région elle a connu des instabilités politiques liées à la récurrence des coups d’Etat militaires qui plongent le pays dans une situation de crise sociopolitique et économique récurrente. Avec une superficie de 622 000 km², la Centrafrique a une population estimée à 3 895 139 habitants (RGPH, 2003), inégalement répartie sur l’ensemble du territoire national. Cette population reste plus concentrée dans l’Ouest et dans la capitale Bangui ce qui facilite dans les zones non occupées la présence des mouvements rebelles et l’incursion voire l’installation des groupes des pays limitrophes en conflits.

A la faveur du Dialogue Politique Inclusif (DPI) le gouvernement de la RCA a pris l’initiative d’inviter les différentes formations politiques et mouvements militaro-politiques à des concertations pouvant déboucher sur un consensus national pour l’exécution de la réforme du secteur de sécurité. Malgré quelques espoirs suscités par ces assises, des hostilités ont repris particulièrement dans le nord du pays entre les forces gouvernementales et les mouvements rebelles.

La Communauté Internationale à travers le BINUCA s’est investie à côté du gouvernement centrafricain afin de ramener les différents acteurs dans le processus de paix qui a trouvé ses sources dans les recommandations du DPI dont les défis essentiels reposent sur la mise œuvre du programme DDR et l’organisation des élections libres démocratiques, inclusives et crédibles.

1. **Justification du Projet**

Les crises profondes dans les pays africains trouvent souvent leur genèse dans les opérations électorales mal gérées. Le gouvernement centrafricain conscient de cette situation a introduit une requête auprès du Secrétaire Général des Nations Unies pour solliciter l’assistance de l’ONU à l’accompagner dans ce processus électoral. L’ONU répondant à cette sollicitation a conditionné son intervention à la création et installation de la Commission Electorale Indépendante (CEI).

La République Centrafricaine, bien que disposant de l’expérience dans l’organisation des élections générales, a pris du retard pour non seulement l’établissement du Code électoral, mais aussi pour la mise en place de la Commission Electorale Indépendante (CEI). Cette situation ramène le cycle électoral de la RCA dans des délais très courts par rapport au renouvellement du mandat des élus.

Dans la situation actuelle de la République Centrafricaine, les enjeux de développement sont nombreux et nécessite la mobilisation de tous les acteurs et partenaires du pays pour une bonne gouvernance. En effet, la solidité des institutions dépend toujours du respect du jeu démocratique et des engagements. Les conclusions du DPI ont mis un accent particulier sur le DDR et la tenue des élections libres, démocratiques, transparentes et inclusives dans un environnement apaisé et sécurisé.

Fort de ce qui précède, il s’avère indispensable pour la Communauté internationale de se mobiliser pour accompagner la RCA dans la consolidation de la paix. C’est ce qui justifie la réponse positive des Nations Unies en mettant en place le Projet d’Appui au Cycle Electoral (PACE) 2010 en République Centrafricaine qui vise spécifiquement à appuyer les institutions en charge de l’administration électorale à acquérir les capacités d’organisation et de gestion des cycles électoraux répondant aux standards internationaux.

Quatre (04) composantes sont les axes prioritaires d’intervention du projet PACE. Il s’agit :

## Composante 1- Gestion et Coordination du Programme d'Assistance Technique Electorale

* Composante 2 - Appui au Recensement Electoral
* Composante 3 - Appui à la CEI pour l’organisation des scrutins 2010

## Composante 4 - Éducation civique et sensibilisation des électeurs

La mission d’évaluation de l’ONU qui a séjourné en RCA du 29 octobre au 12 novembre 2009 a dans ses conclusions, recommandé la mise en place de « Basket Fund » qui est géré par le PNUD afin de faire un meilleur suivi au niveau de financement. Le coût prévisionnel du processus électoral est estimé à 17, 024,0284$US.

Il est important de rappeler qu’en début du mois de janvier 2010, la CEI a traversé une crise institutionnelle l'opposition démocratique et les groupes politico-militaires ayant suspendu leur participation aux travaux de la Commission. Grâce aux efforts du Médiateur de la République sur instructions du Chef de l’Etat, un dénouement a été trouvé aboutissant à la mise en place d’une mission d’audit de la gestion des fonds par la CEI, et aussi de la prise de deux décrets par le Président de la République. L’un pour rectifier et nommer les membres de la Coordination Nationale de la CEI, le second portant convocation du corps électoral pour le dimanche 25 avril 2010. Ce dernier a par la suite été modifié par un nouveau décret du Président de la République convoquant le corps électoral pour le 16 mai 2010.

A moins d’un mois de la tenue du 1er tour des élections présidentielles et législatives, aucun des partenaires extérieurs n’a encore libéré de ressources financières dans le panier commun en dehors des fonds fiduciaires du PNUD de 765.000$US pour appuyer l’installation de la Coordination Nationale de la CEI, le démarrage des premières activités électorales et l’assistance technique internationale. Une situation peu reluisante dans la mission d’accompagnement de la communauté internationale du processus électoral. En parallèle, la France a octroyé 200,000 Euros en 2009 directement à la CEI.

Le présent projet vise donc à solliciter une mobilisation rapide de ressources pour répondre à certains besoins prioritaires des opérations électorales, notamment la sécurisation du processus et le renforcement de l’assistance technique.

Le Comité de Pilotage mis en place le 22 décembre 2009 en appui au processus électoral (Comité de Pilotage Elections) sous la présidence de la Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies a validé lors de sa session du 17 mars 2010, la proposition faite par le PNUD d’allouer 395,000$US au renforcement de l’assistance technique prés de la CEI, Cette assistance technique permettra d’accélérer la mise en place du Centre National de Traitement des données électorales, d’une part, et de renforcer certains démembrements de la CEI en attendant de pouvoir renforcer toutes les structures sur le terrain avec des financements complémentaires.

D’autre part, et en étroite concertation, coopération et complémentarité avec les Forces de Défense et de Sécurité et la MICOPAX/FOMAC, une contribution de 1, 105,000 $US est allouée afin de contribuer à la sécurisation des opérations électorales à Bangui et à l’intérieur du pays.

1. **Impact du projet et dimension genre**

La mise en place du Centre national de Traitement (CNT) permettra d’établir une capacité nationale à même d’établir une cartographie de l’électorat qui sera désagrégée par genre. Cette capacité nationale sera également formée afin de procéder au traitement ides résultats électoraux selon des standards internationalement reconnus et acceptés. Il convient de noter que le CNT est uns structure technique classique des opérations électorales. Il permet à terme le renforcement de l’Administration publique en fournissant les données permettant d’informatiser l’état civil, l’occupation du foncier et la fiscalité. La contribution du PBF permettra d’accélérer la mise en place d’un CNT en RCA et donc aura un effet catalytique extrêmement important et déterminant pour le processus électoral en cours.

L’appui que le PBF permettra de donner aux Forces de Défense et de Sécurité sur l’ensemble du territoire s’avère dans le contexte de la RCA extrêmement important. Récemment une mission de la CEI s’est vue attaquer dans la Vakaga en pleine opération qui a causé des pertes en vies humaines. La contribution du PBF à la sécurisation des opérations électorales ne représente que 30% des besoins globaux en matière de sécurisation, et doit être mobilisée rapidement afin de rassurer les populations et les encourager à participer avec le maximum de quiétude aux opérations électorales. Il convient de noter l’aspect catalytique de cette contribution du PBF, alors que les autorités nationales s’attèlent à finaliser un plan global de sécurisation et ce, en étroite concertation avec la MICOPAX/FOMAX qui pour sa part ne pourra intervenir que dans certaines zones du pays là où elles sont/seront stationnées. Un effort particulier sera fait afin d’encourager le déploiement du plus grand nombre de femmes membres des Forces de Défense et de Sécurité en appui aux opérations électorales.

1. **Cadre logique et stratégie de mise en œuvre**

Première partie : (niveau stratégique)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Objectifs**  | **Indicateurs objectivement vérifiables/Cibles** | **Moyens de vérification** | **Principales hypothèses** |
|  **Objectif global de consolidation de la paix :***Appuyer le renforcement de l’établissement de la démocratie par le renouvellement des institutions démocratiques et constitutionnelles à travers la tenue des élections régulières, libres transparentes et crédibles* | 1. les élections 2010 se déroulent dans la paix et les résultats acceptés de tous2. les nouvelles institutions de la République sont installées | 1. Rapport des observateurs nationaux et internationaux2. Prestation de serment des nouveaux élus | Mobilisation des populations et appropriation du processus électoral par les principaux animateurs  |
| **Objectifs immédiats** |
|  *Appuyer la CEI dans la sécurisation du processus électoral sur le territoire national* |  Le dispositif sécuritaire du processus électoral est opérationnel sur le territoire national | Rapport de déploiement des forces de sécurité publique sur le terrain | Les forces de défense et de sécurité exercent leur fonction régalienne et républicaine, et respectent leur neutralité politique |
| Renforcer les capacités institutionnelles et techniques du Centre National de Traitement (CNT) des données électorales  | Le personnel technique et les équipements informatiques sont mis à la disposition du CNT | Rapport d’activités du CNT | Le CNT est mis en place dans les délais. Le processus d’acquisitions des biens et services est mené dans les délais convenables |
| Renforcer les capacités institutionnelles de la CEI | Les conseillers électoraux sont mis à la disposition de la CEI | Rapport d’activités de la CEI | Le processus de sélection des Conseillers électoraux est mené dans les délais convenables et est fructueux |
| **Résultats attendus** |
| Les risques de débordement sont maitrisés au niveau de chaque circonscription électorale  | Chaque Comité Local de la CEI est sécurisé | Rapports du Comité Local de la CEI, Rapports de mission et d’évaluation | Les influences et jeux politiques n’entrainent pas la désintégration des Comités Locaux |
| Le CNT est opérationnel | Les données électorales sont traitées à temps | Rapport d’activités de la CEI | Les données collectées sur le terrain sont de bonne qualité |
| Cinq (05) conseillers électoraux sont en activité dans les démembrements de la CEI  | Les comités locaux de la CEI bénéficient d’une assistance technique appropriée en matière électorale | Rapport d’activités de la CEI | Les influences et jeux politiques n’entrainent pas la désintégration des Comités Locaux |

Deuxième partie: (Niveau d’exécution):

Résultat 1 PBF : Les Quartiers Généraux chargés de coordonner la sécurité des opérations électorales sont opérationnels.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Activités :*****Actions à mener pour atteindre chacun des résultats*** | **Intrants** | **Coût approximatif** | **Personne (s) responsable(s) pour mobiliser les intrants** |
| Appui aux forces de défense et de sécurité  | Stratégies de déploiement | 1 105 000 USD | CEI, Autorités nationales chargées des Forces de Défense et de Sécurité, MICOPAX/FOMAC |

Résultat 2 PBF : Le CNT est opérationnel

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Activités :*****Actions à mener pour atteindre chacun des résultats*** | **Intrants** | **Coût approximatif** | **Personne (s) responsable(s) pour mobiliser les intrants** |
| Recrutement et déploiement d’un volontaire des nations unies spécialiste en systèmes d’information  | TDR  | 30 000 USD | CEI/CNT/PNUD |
| Achat d’équipements informatiques  | Description technique | 60 000 USD | CEI/CNT/PNUD |

Résultat 3 PBF : Cinq (05) conseillers électoraux sont en activité dans les démembrements de la CEI

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Activités :*****Actions à mener pour atteindre chacun des résultats*** | **Intrants** | **Coût approximatif** | **Personne (s) responsable(s) pour mobiliser les intrants** |
| Recrutement des conseillers électoraux (volontaires des nations unies) | TDR  | 0 USD | PNUD/CEI |
| Déploiement des conseillers électoraux  | Plan de déploiement  | 150 000 USD | CEI/PNUD |

1. **BUDGET DU PROJET**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CATEGORIE\*\*** | **Article** | **Prix de l’Unité** | **Nombre d’Unités** | **COǙT TOTAL** |
| 1. Provisions, Produits, équipements, transport… | Ordinateur, imprimante, régulateur, onduleur…etc. |  3 000  |  20  |  60 000  |
| 2. Personnel (staff, consultant et voyages)  | pers/mois |  5 000  |  36  |  180 000  |
| 3. Formation (atelier de mise à niveau des experts nationaux du CNT)  | pers  |  75  |  12  |  900  |
| 4. Contrat (y compris compagnies, services professionnels, octrois) | Quartiers Généraux pour la sécurité des opérations électorales  |  65 000  |  17  |  1 105 000  |
| 5. Autres coûts directs (mise en œuvre, suivi, moyens de communication) |   |   |   |  55,970  |
| **Sous-total** |   |   |   |  1 401 870  |
|  **Frais de gestion\*\*\*** |   |   |   |  98 130  |
| **TOTAL** |   |   |   |  1 500 000  |

1. **Arrangements de gestion**

Les fonds seront gérés conformément aux procédures du PNUD ainsi qu’à l’Accord portant établissement du « Basket Fund » et des accords de partage des coûts. L’Unité de Gestion du Projet établira régulièrement des rapports financiers et rapports d’avancement des activités. Ces rapports seront transmis au PBF. Il convient de noter que cette Unité de gestion composé d’un Conseiller technique principal, d’un expert en recensement électoral, d’un chargé des opérations, d’un spécialiste en achats/acquisitions, d’un spécialiste en formation électorale et ‘un expert en éducation civique et sensibilisation des électeurs sont en place depuis décembre 2009 de manière progressive et sont entièrement financés par le PNUD.

Le projet visant également à la formation et au transfert de compétence à la partie nationale, les efforts seront surtout mis pour une appropriation des procédures et une transparence dans l’exécution des activités au profit des acteurs locaux.

Conformément au document de projet du projet PACE, le présent projet sera soumis aux mêmes conditions d’assurance qualité dans son exécution directe par le Bureau du PNUD en République centrafricaine et dans sa gestion qui sera axé sur les résultats. Le projet sera directement géré par le conseiller technique du projet PACE et sera supervisé par la Directrice du Bureau du PNUD en République centrafricaine.

L’unité de gestion travaillera en très étroite coopération avec la CEI et les Autorités nationales en charge des Forces de Défense et de Sécurité pour établir les plans de déploiement et de décaissement des ressources du PBF.

1. **Suivi et évaluation**

Tel que décrit dans le document de projet PACE 2010, le projet fera l’objet d’un suivi régulier à travers les réunions et comptes rendus hebdomadaires de l’Unité de gestion et les réunions hebdomadaires du Comité de Pilotage Elections. Ces rencontres permettront à la CEI et au PNUD de présenter les rapports sur l’état d’avancement du processus et la mise en œuvre des activités avec un rapport financier complet aux membres qui l’adopteront.

Des rapports trimestriels et un rapport annuel seront élaborés. L’évaluation finale du projet s’intégrera dans le processus global d’évaluation du PACE.

Cette évaluation aura pour objet de déterminer dans quelle mesure les indicateurs préalablement identifiés auront été remplis. Ces indicateurs, qui reflètent les standards internationaux en la matière, portent, en particulier, sur les aspects suivants :

* Évaluation des attributions de la CEI et de ses relations avec l'Administration ;
* Évaluation de la qualité des listes électorales ;
* Participation des acteurs nationaux aux décisions relatives au processus électoral;
* Mécanisme de règlement des contentieux électoraux ;
* Appui à la Société Civile et prise en compte du Genre.
1. **Analyse de risques et hypothèses**

Conformément au PRODOC, les principaux risques liés à la réalisation de ce Projet sont :

* Retard dans l’adoption d’un calendrier électoral de consensus ;
* Contestation de la liste électorale ;
* Retour à un climat d’insécurité généralisé ;
* Non respect du chronogramme électoral ;

La mise en œuvre de ce projet dépend également de la réalisation des préalables ci-après :

* + Opération relative aux listes électorales bien définie tant sur le plan technique/méthodologique que sur le plan financier ;
	+ Un climat apaisé et sécurisé ;
	+ Publication par la CEI d’un calendrier électoral réaliste, ayant reçu l’approbation du Gouvernement et des acteurs politiques;
	+ Respect du plan des décaissements des fonds et de toutes les autres ressources nécessaires à la tenue des scrutins par toutes les parties participant au financement du processus électoral (Gouvernement et Partenaires Extérieurs).

En cas de besoin, le Comité de Pilotage sera saisi pour la conduite à tenir afin de minimiser ces risques.

**Chronogramme des activités**

|  |
| --- |
| **Du: *date de démarrage du Programme*** **Au: *date de clôture du Programme*** |
| Activité | Mois 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | Organisme de mise en œuvre |
| **Résultat 1:** |
| Préparation Activité 1 (Appui aux forces de sécurité) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | CEI, Ministère chargé de la sécurité et défense nationale |
| ExécutionActivité 1 (appui aux forces de sécurité) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | CEI, Ministère chargé de la sécurité et défense nationale |
| Résultat 2 |
| Préparation Activité 1 : (Recrutement d’un assistant technique, commande des équipements) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | PNUD |
| Exécution Activité 2 (Mise en place de l’assistant technique et des équipements) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | PNUD/CNT |
| **Résultat 3:** |
| Préparation Activité 1 (Recrutement des conseillers électoraux) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | PNUD |
| Exécution Activité 2 (Déploiement des conseillers électoraux |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | PNUD/CEI |

**ANNEXE 1**

 **FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX**

**RÉSUMÉ DU PROJET**

|  |  |
| --- | --- |
| **Numéro et intitulé du Projet:**  | Appui à la sécurisation du processus électoral en RCA |
| **Organisation(s) des NU bénéficiaire(s):**  | PNUD |
| **Partenaire(s) d’exécution:**  | Commission Electorale Indépendante, Ministère chargé de la sécurité publique |
| **Zone d’intervention:** | **Toutes les préfectures**  |
| **Budget Total Approuvé:** | **1 500 000 USD** |
| **Zone d’intervention:** | **Toutes les préfectures**  |
| **Durée** | **Date de démarrage estimée: Mai 2010 Date de clôture Oct. 2010** |
| **Date d’approbation/Comité de Pilotage:** |  | **Date de transfert de fonds par MDTF** |  | **Date de démarrage des activités:**  |  |
| **Description du Projet:** | *Appuyer la CEI dans la sécurisation du processus électoral sur le territoire national* |
| **Objectif global de consolidation de la paix visé:** | *Appuyer le renforcement de l’établissement de la démocratie par le renouvellement des institutions démocratiques et constitutionnelles à travers la tenue des élections régulières, libres transparentes et crédibles* |
| **Résultats escomptés:** | 1. Les élections 2010 se déroulent dans la paix et les résultats acceptés de tous2. Les nouvelles institutions de la République sont installées |
| **Activités clefs:** | 1. Appui aux forces de sécurité publique pour assurer l’ordre tout au long du processus électoral
2. Renforcement des capacités techniques et institutionnelles du Centre National de Traitement (CNT)
3. Mise en place de cinq (05) conseillers électoraux pour assister techniquement les Comités Locaux de la CEI
 |
| **Approvisionnement:** | Equipements, mobiliers et fournitures de bureau, moyens de transport et fuel |

**ETAT D’AVANCEMENT TRIMESTRIEL**

|  |  |
| --- | --- |
| **Période du rapport:** |  |
| **N° et intitulé du Projet**  | PBF/ |
| **Agence UN bénéficiaire:**  |  |
| **Partenaire(s) d’exécution:**  |  |
| **Date d’approbation/Comité de Pilotage:** |  |
| **Montants engagés\*:**  |  | **% du Budget approuvé:** |  |
| **Montants déboursés\*\*:** |  | **% du Budget approuvé:** |  |
| **Date de clôture estimée:**  |  | **Retard (mois):** |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Résultat/Indicateurs:** | **Réalisations:****(+ %age de réalisation)** | **Défis (et les conséquences sur l’effet attendu):** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |